

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines

Rodez, le 20/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Société Coopérative CADAC**

Les Crozes  
parcelles n° 553, 167, 169 pour partie et 170 pour partie  
12600 TAUSSAC

Références : n° 2022/CARMIN-083

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2022 dans l'établissement Société Coopérative CADAC implanté Les Crozes parcelles n° 553, 167, 169 pour partie et 170 pour partie 12600 TAUSSAC. L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Coopérative CADAC
- Les Crozes parcelles n° 553, 167, 169 pour partie et 170 pour partie 12600 TAUSSAC
- Code AIOT dans GUN : 0006803038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière à ciel ouvert de calcaire, sise au lieu dit "Les Crozes" commune de Taussac, est autorisée par arrêté préfectoral 2007-243-5 en date du 31 août 2007 pour une durée de 30 ans au bénéfice de la Société Coopérative CADAC ( Coopérative Agricole Départementale d'Amendements Calcaires). La carrière n'était pas en activité le jour de la visite.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécurité au public
- Voies et aires de circulation
- Eaux de ruissellement
- Déchets et résidus produits

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle  | Référence réglementaire                              | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---------------------------|--|--|-------------------|
| Sécurité au public        | Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article Art.18     | /  | Sans objet        |
| Prévention des pollutions | Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article Art.25.3.2 | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle   | Référence réglementaire                              | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----------------------------|--|--|-------------------|
| Aménagements préliminaires | Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article Art. 10    | /  | Sans objet        |
| Pollution atmosphérique    | Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article Art.27.3.3 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière fonctionne par campagne annuelle, en général sur 2 semaines courant mai, et uniquement pour l'extraction (matériaux de bonne qualité). L'installation primaire ancienne non réparable est réformée, le traitement des matériaux est réalisé sur une autre carrière dans le département du Cantal (distante de quelques kilomètres).

Il est à noter que l'exploitant projette de démanteler l'installation de traitement hors d'usage, de réhabiliter et moderniser l'atelier, et d'étendre le périmètre du site.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Aménagements préliminaires

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article Art. 10   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Avant le début de la poursuite de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, l'ensemble des panneaux est maintenu en bon état. |
| <b>Constats :</b> La signalétique est présente, et conforme aux prescriptions.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Sécurité au public**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article Art.18  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voies et aires de circulation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes, ...).<br>Les voies de circulation et d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.<br>Les locaux sont accessibles facilement par les services de secours.<br>Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. |
| <b>Constats :</b> Une signalétique minimale est présente. Les voies de circulation sont existantes, toutefois elles ne sont pas clairement définies (éboulis, végétation non maîtrisée...).  |
| <b>Observations :</b> Il convient de procéder à un désencombrement et à une stabilisation des bas côtés au niveau des voies de circulation.<br>Il convient également de développer les consignes in-situ, et changer les signalétiques illisibles .<br>L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées, les justificatifs (photographies) dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article Art.25.3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de ruissellement   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Eaux de ruissellement et eaux d'exhaure<br>Les eaux de ruissellement de la carrière sont drainées vers un bassin de rétention situé en fond de carrière, au Nord du site.<br>Il n'y a pas de rejet d'eau autorisé vers l'extérieur.<br>En cas de période pluviale intense impliquant un rejet exceptionnel, l'exploitant préviendra l'inspection des installations classées. Les eaux rejetées dans le milieu naturel respecteront les valeurs limites suivantes :<br>> le pH est compris entre 5,5 et 8,5<br>> la température est inférieure à 30° C<br>> les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90-105)<br>> la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une les quantités rejetées |
| <b>Constats :</b> Le bassin de rétention n'a pas été entretenu depuis la dernière campagne (mai 2021).  |
| <b>Observations :</b> Il convient de procéder à un curage du bassin, et des ouvrages de drainage des eaux de ruissellement.<br><br>L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées, les justificatifs (photographies) dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** Pollution atmosphérique

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article Art.27.3.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne Présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. |
| <b>Constats :</b> Les résidus de produits présentant un risque de pollution sont entreposés dans une fosse étanche à l'intérieur de l'atelier.<br>Des encombrants (ferrailles, matériel réformés) sont stockés à proximité de l'atelier.   |
| <b>Observations :</b> Il convient de procéder au tri et à l'évacuation des ferrailles et autres déchets non utilisés vers des filières régulièrement autorisées.<br><br>L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées, les justificatifs (photographies) dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |